



Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Novembre 2016

FORUM SOCIAL MONDIAL

MONTRÉAL 2016 DU 9 AU 14 AOÛT





Qu'est-ce que le Forum social mondial (FSM)

Le FSM est le plus grand rassemblement de la société civile visant à trouver des solutions aux problèmes de notre temps, en faisant notamment la promotion de la solidarité internationale, la justice sociale et environnementale, l'économie sociale et solidaire, la démocratie participative, la reconnaissance de l'égalité de toutes et tous. Plus de 250 organisations de la société civile locale et mondiale appuient, à ce jour, l'événement. Depuis 2001 à Porto Alegre, le FSM cherche à créer un rapport de force et à réfléchir à des alternatives au système capitaliste.

Le FSM 2016, qui s'est tenu à Montréal au mois d'août dernier, marque l'histoire comme étant le premier à se tenir dans un pays du Nord. Même si cette première édition dans un pays du Nord n'a jamais fait l'unanimité, ce dépassement du clivage Nord-Sud permet d'affirmer que face au contexte de crise globale qui affecte l'humanité, les porteurs de solutions de tous les continents doivent agir en commun.

Comité de rédaction:

Ariane Bilodeau

Le comité école et société :

Madeleine Ferland

Philippe Langlois

Sylvain Marois

Ricardo Penafiel

Gabrielle Saint-Yves

Claude Vaillancourt

Coordination: Sonia Beauchamp

Révision: Ariane Bilodeau

Conception: Sylvie Patenaude

Photos: Raynald Leblanc

fneeq



Dès le 20 janvier 2016, la FNEEQ commençait à mettre en place, avec les nombreux partenaires en éducation au Québec, ce qui allait devenir l'Espace éducation du Forum social mondial de Montréal. Nous souhaitons non seulement réunir les organisations représentant les autres ordres d'enseignement, mais aussi les associations étudiantes ainsi que des groupes d'éducation aux adultes et d'éducation populaire. Nous avons ainsi assuré la coordination des réunions et les suivis de ce collectif qui a opté, d'entrée de jeu, pour un fonctionnement collégial, souple et horizontal.

Suivant le modèle du FSM, le calendrier des ateliers de l'Espace éducation s'est créé selon les principes de l'autogestion. Chaque organisation faisait des propositions de sujets et devait ensuite organiser son atelier. Un processus de mise en commun avait ensuite lieu pour rassembler ou réunir les sujets connexes ou apparentés dans le but de créer un programme riche, représentatif et diversifié. Les plus grandes organisations syndicales québécoises en éducation, comme la CSQ, la FQPPU, la FPPU et la FNEEQ, ont financé le projet et ont convenu, rapidement et sans partisanerie, de contributions identiques.

Le bilan de cette semaine d'activités sur l'éducation, de la petite enfance à l'université, en passant par la formation continue, a été riche et la participation, plus que satisfaisante. Malgré la tenue d'ateliers simultanés, les salles étaient bondées. En plus de la présence d'invités internationaux, il faut aussi souligner la participation des représentantes et des représentants de l'Internationale de l'éducation (IÉ), une première à un forum social. Il ne s'agissait pas que d'une présence politique puisque ces membres ont participé activement à deux ateliers, dont l'un sur le philanthrocapitalisme et l'autre sur la privatisation grandissante dans les universités.

Tout n'aura pas été que positif. Plus de 200 visas ont été refusés, ce qui a beaucoup choqué les participantes, les participants et le grand public. Le cas très médiatisé de la militante malienne Aminata Traoré a montré que ces exclusions pouvaient même toucher une personnalité aussi connue. Le nouveau gouvernement libéral devra répondre de ces décisions déplorables de notre diplomatie. Plusieurs ont aussi souligné des problèmes de logistique divers (changements de locaux imprévus, confusion entre le programme imprimé et la version en ligne, etc.), s'expliquant, entre autres, par le caractère autogéré de l'événement.

L'offre de 1500 ateliers a pu provoquer de nombreux dilemmes dans le choix des activités. Mais cette profusion montrait aussi à quel point les individus et les organisations participantes avaient un nombre élevé de luttes à faire connaître.

En somme, l'Espace éducation du FSM a donné lieu à des échanges riches et engageants. Nous vous proposons ici un survol d'un certain nombre d'ateliers couverts par les membres du comité école et société de la FNEEQ. Nous tenons d'ailleurs à remercier les membres du comité ainsi que les personnes responsables de l'Espace éducation pour la FNEEQ. Les points de vue présentés s'inscrivent très bien dans les suites du Forum social des Peuples tenu à Ottawa en 2014. Mais surtout d'après les synthèses que nous en faisons, il semble clair que celles et ceux qui militent pour une éducation libre, accessible et gratuite ont pu consolider leurs luttes et leur donner une plus grande cohésion.



Programme du comité autogéré de l'Espace éducation

Mercredi 10 août

Renforcer la solidarité internationale dans et avec le monde de l'éducation

- Mona Bernadel, UNNOH (Haïti)
- Souleymande Badiel, F-SYNTER (Burkina Faso)
- Florian Lascroux, Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation de l'IE, SNES (France)

Luttes liées à la formation continue et à l'éducation populaire – Traduction chuchotée

- Filomena Siqueira, Ação Educativa (Brésil)
- Daniel Baril, directeur-général de l'ICÉA (Québec)

Pensée critique et transformation sociale

- Immanuel Wallerstein (ÉU)
- Shirley Waters, ICAE (Afrique du Sud)

Lutter pour une éducation pour et par les autochtones

- Ida Faries et Ulaaya Pilurtoot, enseignantes de l'Association des employés du Nord québécois
- Lilia Abarca, Directrice de National Policy of the National Coordinator of Educations Workers Union (CNTE: Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educación (Mexique)

Rentabilité/responsabilité sociale de la recherche / Profit vs social responsibility in research

- Laurent Diez, SNPTES (France)
- Pascal Janots, FMTS (France)
- Patrick Monfort, SNCS (France)
- Florence Piron, Sciences et bien commun (Québec)
- Maryse Poisson, GRIP-PIRG (Québec)

Philanthrocapitalisme et éducation

- Curtis Riep (Canada)
- Prachi Srivastava (Canada)
- Antonio Olmedo (Espagne)
- Mar Candela (IE)

LA GRANDE CONFÉRENCE

- Une éducation de qualité pour tous et toutes partout : du rêve à la réalité
- Mamadou Ndoye, syndicaliste, ancien ministre de l'éducation, Sénégal
- María Graciela Cuervo, secrétariat de l'ICAE, République Dominicaine
- Edgar Morin, ancien chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CRNS), France



Jeudi 11 août

Luttes syndicales en éducation

- Jackson Potter, Chicago Teachers Union
- Arturo Ramos (Mexique)
- Franck Georges Wilbert, UNNOEH (Haïti)
- Nicole Lefebvre, FNEEQ (QC)
- Sylvie Théberge, FSE (QC)
- Sylvain Mallette, FAE (QC)
- Stéphane Enjalran, SUD Éducation (France)

Perspectives féministes sur l'égalité dans les milieux de l'éducation : avancées et résistances

- Julie Raby, Relais-femmes
- Magali Georges, Confédération nationale des éducatrices et éducateurs d'Haïti (CNEH)
- Oranda Boucher, First Nation Center (FPPC-CSQ)
- Esther Paquette, représentante étudiante dans des organes universitaires de réflexion sur les violences à caractère sexuel

Mobilisations étudiantes

- Santiago Riso, Forum jeunesse de l'Île de Montréal (QC)
- Nicolas Lavallée, UEQ (QC)
- Rose Crevier-Dagenais, FECQ (QC)
- Pierre Parent Sirois, AELIÉS (QC)
- Aintzane Lorca, FEUC (Chili)
- Giuseppe Marssimo, UNL France)

Alternatives aux systèmes d'éducation «traditionnels» dans les Amériques, en Europe et en Afrique

- Clermont Gauthier, Université Laval (QC)
- Jean-Paul Lainé, FMTS (France)
- Gaël Mahé, SNESUP-FSU (France)
- Mamdou Ndoye, ancien ministre de l'éducation, Sénégal
- Chantal Pacteau, SNRS (France)

ATELIER EN VUE DE PRÉPARER LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Vendredi 12 août

Réponse à la privatisation/ marchandisation de l'éducation et du savoir

- Nico Hirtt (Belgique)
- Angelo Gavrielatos (IÉ)
- GEW, syndicat de l'éducation (Allemagne)
- Alec Larose, FSE-CSQ et Marianne Di Croce, IRIS (QC)

Luttes citoyennes et mobilisation des parents pour l'éducation

- Pascale Grignon, Je protège mon école publique (QC)
- Monty Neill, FairTest (États-Unis)

L'éducation en situation de conflit

- Asrar Al-Shimiri, réfugié irakien au Québec
- Franck Georges Wilbert, UNNOEH (Haïti)

Résistance aux dérives dans la gestion des établissements et des réseaux de l'éducation

- Fabienne Bellin, SNES-FSU (France)
- Monty Neill, FairTest (États-Unis)
- Jean Bernatchez, UQAR (QC)
- Jacques Tondreau, CSQ (QC)
- Marie Blais, syndicat chargée de cours à l'UQAM (QC)

ASSEMBLÉE DE CONVERGENCE - DROIT À L'ÉDUCATION

Autres ateliers en lien avec l'éducation

Sensibiliser les jeunes aux enjeux de la solidarité internationale : initiatives en milieu scolaire

La solidarité internationale, vecteur de changement : Création d'un manifeste collectif

Assurer les droits des personnes en situation de handicap à l'aide des lois — perspectives québécoises et canadiennes (partie 1 de 2)

Développer son esprit critique

Jeunes influenceurs en milieu scolaire : présentation d'initiatives inspirantes

Introduction aux Caucus of Rank and File Educators (CORE) aux États-Unis

Écran libre : projection de films sur le logiciel, le matériel, le savoir et la culture libres

La pédagogie de l'espoir : levier pour une citoyenneté mondiale

Présentation d'un outil pédagogique : Projet Fourmis (Formation « Ouverture et regards multimédias sur l'international et la solidarité »)

Assurer les droits des personnes en situation de handicap à l'aide des lois — panel international (partie 2 de 2)

Global citizenship education: a revisited and reconnected version

Teacher unions tackling racism in schools and society

Éduquer et agir pour un avenir viable — la terre dans votre assiette

Plaidoyer pour l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) auprès des jeunes adolescents

Mobilité des jeunes et engagement à l'international

Le défi de l'accessibilité universelle des études et de la formation professionnelle : une éducation inclusive de la maternelle à l'université est-elle possible ?

Inégalité des chances : de l'éducation au travail

Teachers Against the Austerity Drive

Right to education for refugee children

La pratique du dialogue philosophique à l'école : un outil essentiel à l'éducation citoyenne

Enseignement et autonomie professionnelle : retrouver la liberté de ses moyens

La contractualisation et la collégialité dans l'enseignement universitaire à l'heure de la mondialisation néolibérale

Persévérer dans l'égalité

Un enseignement supérieur pour l'émancipation

Pour une réelle et pleine gratuité scolaire, de la maternelle à l'université

Jeunes influenceurs en milieu scolaire : présentation d'initiatives inspirantes

Éducation populaire et défense collective des droits au Québec

Grève étudiante et répression politique

Éducation et liens intergénérationnels

Présentation sur l'état de l'éducation en LSQ en francophonie Canadienne

Education for a Culture of Democracy, Justice and Peace



Pensée critique et recherche universitaire

Dans l'atelier *Pensée critique et transformation sociale*, le philosophe et sociologue de renom, Immanuel Wallerstein, s'intéressait à l'état selon lui déplorable de l'université. Il dénonçait le phénomène de cloisonnement des enseignantes et des enseignants universitaires, devenus de grands spécialistes, confinés à des savoirs trop pointus. La création d'étiquettes professionnelles de plus en plus spécifiques fait malheureusement disparaître la polyvalence de l'humaniste de jadis et freine, par le fait même, le renouvellement des savoirs.

La création de spécialistes cantonnés à des balises de fonction a pour conséquence que les chercheuses et les chercheurs ne peuvent plus enseigner autre chose que leur spécialité. Par conséquent, la culture des savoirs variés tend à disparaître. Inspiré par le *Manifeste de l'université québécoise*¹, on retient du message de Wallerstein que le décroisonnement des chercheuses et des chercheurs ainsi que des enseignantes et des enseignants est essentiel au renouvellement des connaissances, à leur transmission et à leur circulation.

Pourquoi des dérives dans la recherche ?

Des mises en garde importantes contre la publication de faussetés ont été évoquées dans l'atelier *Rentabilité et responsabilité sociale de la recherche*. Ces dernières surviennent dans un contexte économique où les États cherchent à rentabiliser au maximum la recherche. La privatisation des financements de la recherche a conséquemment un impact psychologique virulent sur les chercheuses et les chercheurs (conduisant même au suicide) parce qu'elles et ils se doivent à tout prix de publier des résultats afin de rendre des comptes et participer activement à l'économie du savoir. A été dénoncée, entre autres, la précarité des nouvelles conditions de la recherche en France.

La création de sites de revendications pour dénoncer solidairement des conditions de travail dérisoires est une piste de solution qui a été présentée pour illustrer la gravité du système de marchandisation et discuter des modes d'action à envisager pour assurer que perdurent la liberté intellectuelle

et la démocratie scientifique entravées par des politiques de privatisation et de subventions fournies par les entreprises².

Boutiques des sciences: pour une recherche durable

Des projets de recherche en action semblent redonner un second souffle à la recherche. De nouveaux dispositifs, les *science shops* ou «boutiques de sciences», sont décrits par Florence Piron, professeure en communication à l'Université Laval, dans son allocution au FMS, qui connecte le milieu de la recherche et la société civile grâce à des projets en partenariat visant à répondre à des questions posées par des regroupements de citoyennes et de citoyens. Elle explique ce que sont les «boutiques de sciences» qui permettent un accès, en général gratuit, aux connaissances scientifiques produites dans les universités et les centres de recherche par l'intermédiaire d'étudiantes et d'étudiants supervisés par des chercheuses et des chercheurs. Elle indique que ces boutiques ont pour «mission de mettre la recherche et la connaissance au service des besoins du terrain»³.

Cette association de la science au bien commun est un concept nouveau de diffusion des savoirs qui remplace l'idéologie de profit économique par des projets de recherche appelés durables. Cette chercheuse souhaite, en outre, faire le pont Nord-Sud et estime que la démocratisation du WiFi et le libre accès universel favoriseront la concitoyenneté des chercheuses et des chercheurs et le droit pour toutes et tous à l'éducation.

1 <http://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/fr/2010-11-25-Manifeste-long-FINAL-1.pdf>.

2 Précaires : <http://precairesest.fr/> (consulté le 8 octobre 2016).

3 Source intéressante: *Aux sciences, citoyens!* Expériences et méthodes de consultation sur des enjeux scientifiques de notre temps. http://www.mesrs.gouv.qc.ca/fileadmin/administration/librairies/documents/Contributions_courriel_facebook/01-2013_-_Florence_Piron_-_Boutiques_de_sciences2.pdf (consulté le 8 octobre 2016).

Crapaud et GRIP : projets de recherche pour construire un autre monde

Edgar Morin, sociologue et philosophe français souhaitait, lors de sa conférence intitulée *Une éducation de qualité pour tous et pour toutes: du rêve à la réalité*, que se développe une conscience commune pour contrer les conséquences néfastes de la mondialisation. Mamadou Ndoeye, ancien ministre de l'Éducation au Sénégal participait aussi à cette grande conférence. Il souhaitait quant à lui voir une approche holistique se développer dans le contexte du *learning neighborhood*, qui est complémentaire à l'école, car le savoir n'est pas uniquement partagé dans les établissements d'enseignement, mais aussi dans le milieu de vie des apprenantes et des apprenants.

Des initiatives québécoises semblent donc correspondre à ces idéaux de construction d'un monde éducatif meilleur, non pas insulaire, mais en lien avec le milieu, la communauté et aussi la famille. Ces projets novateurs tels que celui du Collectif de Recherche en Aménagement Paysager et Agriculture Urbaine Durable (CRAPAUD) a comme mission de «développer et promouvoir une agriculture urbaine plurielle, accessible, créative et viable par l'expérimentation, la pratique, l'autogestion, la recherche, la diffusion et l'action politique»⁴.

De nombreux autres projets de partage de recherche, en écologie urbaine par exemple, ont été présentés au FSM, tout aussi innovateurs et fascinants, tels que CURE où des communautés de doctorants peuvent échanger et partager⁵. On connaît, depuis plus d'une décennie, le Grip-UQAM qui, on le rappelle, est un groupe de recherche d'intérêt public, «un collectif universitaire ouvert à tous les étudiantEs désirant s'impliquer, s'interroger et agir sur les questions environnementales et sociales»⁶.

Voilà donc des ateliers rafraichissants qui ont bien montré un aspect dynamique de la recherche, et dont l'exemple de la Sympathique place ouverte à tous (SPOT)⁷ sont à l'image de cette créativité qui bourdonne! La Ruche est également un site à visiter, notamment pour toute personne qui chercherait un appui financier pour de la recherche.

Mots-clics des possibles en éducation à construire!

En bref, on retient de l'Assemblée de convergence sur le droit à l'éducation non seulement la dénonciation de politiques d'austérité navrantes, mais aussi de solutions grâce à un plan d'action solide qui permet de tisser une courtepointe des possibles en matière de droit à l'éducation en renforçant

l'accessibilité à toutes et à tous selon le souhait profond de Malala Yousafzai. C'est peut-être en jumelant engagement social et recherche que de nouveaux horizons s'ouvrent au financement. Les jeunes chercheuses et chercheurs pourront ainsi participer à la conversation et au transfert des connaissances dans des éco-voix café. Voici un beau dynamisme ouvert au décloisonnement de la recherche et de la formation universitaire tant souhaité par le Dr Wallerstein.



4 <http://www.lecrapaud.org/> (consulté le 8 octobre 2016).

5 « The Community-University Research Exchange facilitates reasearch collaborations between grassroots community groups and university students » <http://www.qpirgconcordia.org/?p=78> (consulté le 8 octobre 2016).

6 <https://evenements.uqam.ca/groupe/102> (consulté le 8 octobre 2016).

7 <https://laruchequebec.com/projet/spot-sympathique-place-ouverte-tous-1234/> (consulté le 8 octobre 2016).

Lutter pour une éducation pour et par les Autochtones

Dans des contextes politiques différents, des communautés autochtones vivant dans le Nord québécois ou dans plusieurs régions mexicaines luttent pour leur survie économique et culturelle. Développer un réseau d'éducation fait pour et par elles devient, dans ce contexte difficile, une question cruciale.



Manque de moyens dans le Nord québécois

Pour les enseignantes et les enseignants de la Commission scolaire Kativik, il est clair que les enjeux socio-économiques des 14 villages du Nunavik qu'elle dessert doivent être liés aux enjeux scolaires. Créée par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en 1975, la Commission scolaire est régie par la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis. Elle élabore des programmes trilingues et du matériel didactique en inuktitut, en français et en anglais.

Elle défend fermement le droit des Inuits à gérer l'éducation, le respect de la culture dans les programmes d'études et la primauté de l'inuktitut. Mais les moyens pour y parvenir manquent toujours de façon criante. Le décrochage scolaire est alarmant : au Nunavik, jusqu'à 85% des jeunes n'obtiennent pas leur diplôme d'études secondaires. Voilà le résultat d'un sous-financement chronique combiné à une situation socio-économique difficile, tributaire d'un passé traumatisant et dont les séquelles sont durables : chômage, pauvreté, suicide, problèmes de santé physique et mentale...

Depuis les années 2009-2010 pourtant, une grande réforme des curriculums apporte énergie et espoir : elle mise sur une formation de qualité dans la culture autochtone (langue, histoire, géographie, etc.) pour contrer le décrochage scolaire. Mais il y a encore

beaucoup à faire, car il manque de matériel pédagogique et aussi d'enseignantes et d'enseignants autochtones suffisamment formés.

Le problème essentiel demeure l'absentéisme des élèves. Pour les enseignantes et les enseignants, la solution est dans l'implication partagée de l'école, des parents et de la communauté. Malheureusement, la Commission scolaire a répondu par une approche évaluative, et ce, en faisant l'embauche d'une firme de consultation privée étasunienne pour améliorer ses résultats de persévérance scolaire !

Les présentatrices de cet atelier ont insisté sur le fait que les écoles offrent de très bons programmes. Les jeunes doivent persévérer dans leur parcours scolaire et réussir. Le fait que de plus en plus d'autochtones obtiennent leur diplôme et occupent des fonctions sociales influentes aide les jeunes de la communauté à concevoir que leur avenir n'est pas nécessairement bouché. Dans les écoles, on n'a pas tant besoin d'ordinateurs que de moyens pour pouvoir enseigner, à sa manière, à partir de sa propre histoire et de sa propre culture.

Des projets stimulants au Mexique

Les autochtones du Mexique ont quant à eux présenté deux projets qui permettent d'assurer à leurs jeunes une éducation qui convient à leur culture.

Le premier projet, implanté en zone zapatiste par l'EZLN (Ejército Zapatista de Liberación Nacional), ne suit pas les programmes nationaux. Les zapatistes financent eux-mêmes leurs écoles. Ils ont leurs propres manuels et forment eux-mêmes les enseignantes et les enseignants, selon leur conviction que l'éducation doit répondre aux besoins de la communauté.

Le second projet est défendu par la CNTE (Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educación). Ses enseignantes et ses enseignants luttent dans le système officiel gouvernemental pour le transformer selon une vision valorisant la diversité culturelle, la solidarité entre les peuples et une relation harmonieuse avec la nature.

Malgré la sanglante répression policière et gouvernementale, la centaine de milliers de membres poursuivent leur mouvement de grèves et de protestations pour dénoncer l'état du système d'éducation mexicain et défendre les droits syndicaux et sociaux. Tout comme au Québec*, l'identité culturelle des communautés autochtones mexicaines passe par l'affirmation de la langue indigène comme langue maternelle. Du Nord québécois au sud du Mexique, les personnes invitées nous demandent d'informer nos étudiantes et nos étudiants de leur situation et des luttes qu'elles mènent.

* Pour en savoir plus sur l'éducation autochtone au Québec, voir le dossier spécial dans le [Carnets n° 28](#) sur le site Web de la FNEEQ.

Philanthrocapitalisme et éducation

Le philanthrocapitalisme, c'est-à-dire l'investissement de grandes fortunes dans des domaines caritatifs, a des conséquences très graves en éducation, surtout dans les pays en voie de développement. L'atelier *Philanthrocapitalisme et éducation* permettait de tisser de nombreux liens avec la situation dans le système scolaire québécois, alors que les écoles sont de moins en moins gratuites et se tournent de plus en plus vers des fondations privées pour assurer leur financement.

Un réseau mondial de capitaux d'investissement

Selon les données du groupe d'investissements Global Silicon Valley, l'industrie de l'éducation à but lucratif valait 4900 milliards de dollars en 2015 et vaudra 6300 milliards de dollars en 2020⁸. Cette somme équivaut environ à 5,5 fois le PIB actuel du Canada, ou encore 2,5 fois le PIB total de l'Afrique.

Ces capitaux sont la propriété de riches mécènes, de fondations philanthropiques, de compagnies privées. Ces derniers développent des « produits » touchant à toutes les facettes de l'éducation : écoles, manuels scolaires, curriculum et programmes, services-conseil en investissement et en gouvernance, communication, microcrédit destiné aux parents en situation de pauvreté, formation des maîtres, évaluation des enseignantes et des enseignants, etc.

L'industrie de l'éducation à but lucratif s'investit ainsi dans la « gouvernance mondiale de l'éducation » aux côtés d'acteurs multilatéraux comme la Banque mondiale ou l'OCDE. Les modèles d'affaires qu'elle opère s'affichent comme complémentaires aux efforts des États en matière d'éducation. Pour atteindre le deuxième objectif du millénaire pour le développement, assurer l'éducation primaire pour toutes et tous, les acteurs de cette industrie présentent les solutions de marché comme les plus « réalistes ». Certes, disent-ils, elles entraînent une tarification et une privatisation de l'éducation primaire et secondaire, mais les États ne disposent pas de ressources suffisantes pour développer leurs réseaux d'éducation publique, en plus d'être moins efficaces que le privé pour les gérer.

Cet argumentaire a été maintes fois contesté; notamment par Kishore Singh, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'éducation, qui rappelle que le droit à l'éducation exige que l'éducation primaire soit partout gratuite (et non seulement « abordable ») et que la faiblesse des ressources des États provoque en bonne partie des stratégies d'évitement fiscal des grandes entreprises transnationales qui opèrent dans les pays en voie de développement, notamment en éducation, stratégies qui privent les États de centaines de milliards de dollars annuellement.

Écoles privées à faible coût et « starbuckisation » de l'éducation

Plus de la moitié des capitaux privés de l'industrie mondiale de l'éducation circulent en éducation primaire et secondaire. Dans les pays en voie de développement, on assiste depuis quelques années à l'explosion du

marché des écoles privées « à faible coût ». Des compagnies comme Bride International Academies (BIA) demandent 5\$ par mois pour « donner une éducation aux quelques 100 000 élèves inscrits dans l'une de ses 400 écoles d'infirmier ou écoles primaires parmi les marchés émergents de l'Afrique et bientôt de l'Asie » selon le site Internet de l'entreprise. BIA est donc à la tête d'une chaîne d'écoles primaires dont le financement, l'administration, le contenu des cours et des programmes ne sont pas liés aux contextes spécifiques des communautés ni aux législations nationales des territoires où elle opère.

La professeure Prachi Srivastava parle d'une « starbuckisation » des contenus éducatifs : chaque séance de cours conçue est traduite dans plusieurs langues pour être essentiellement lue à partir d'une tablette, quelque part dans le monde. Le « faible coût » de l'école vient notamment de cette économie d'échelle que permet une standardisation des contenus, par ailleurs présentée aux parents comme une garantie de qualité de l'éducation. Les piètres conditions de travail des enseignantes et des enseignants, dénoncées par les syndicats, sont aussi derrière les faibles coûts d'opération.

Plus tôt cette année, l'Ouganda a ordonné la fermeture des écoles BIA établies sur son territoire au motif que plusieurs opéraient sans permis et que les conditions d'étude, la salubrité des écoles et la qualité de l'éducation y étaient médiocres⁹. Une injonction a été accordée à BIA et l'affaire est encore devant les tribunaux, mais elle illustre la crainte de cet État de perdre le contrôle sur son éducation nationale face à une compagnie dont les capitaux sont ceux de Marc Zuckerberg, Bill et Belinda Gates, la multinationale Pearson et la Banque mondiale.

Philanthrocratie

Assiste-t-on, comme le suggère le professeur Antonio Olmedo, au développement d'une « philanthrocratie » ? Les capitaux en jeu sont colossaux; un éventail complet de services éducatifs privés transnationaux se développe à l'écart des programmes éducatifs des pays; ces services ne sont soumis à aucun mécanisme politique de reddition de compte face aux peuples qu'elle éduque. Olmedo ajoute que cette philanthrocratie s'accompagne d'une idéologie qui moralise le capital et qui assimile la philanthropie à la bonté et l'altruisme. On considère ainsi légitime, à partir du constat de l'inefficacité des gouvernements, de générer du profit à même les poches des familles les plus pauvres de la planète, parce que ce serait un passage obligé pour assurer leur scolarisation.

8 Global Silicon Valley. (Fall 2015). 2020 Vision : A History of the Future. p. 477. Cité par Curtis Siep à l'atelier.

9 Ghalia Kadiri, *Pourquoi l'Ouganda veut stopper l'expansion des écoles low-cost*, Le Monde, 23 août 2016, [article en ligne], http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/08/23/en-ouganda-kampala-veut-stopper-l-expansion-des-ecoles-low-cost_4986921_3212.html (consulté le 29 septembre 2016).



Luttes liées à la formation continue et à l'éducation populaire

Le droit à l'éducation des adultes (ÉDA) est toujours affirmé à l'échelle internationale, il n'en subit pas moins depuis quelques années, dans les faits, des reculs clairement attribuables à la domination de la vision néolibérale en éducation ainsi qu'aux politiques austéritaires qui en découlent. Dans les années 1990, on pouvait encore parler d'éducation inclusive (éducation à la paix, à la citoyenneté, etc.). Plusieurs États ne se donnent même plus la peine d'afficher une telle approche, réduisant leur conception de l'ÉDA à l'alphabétisation et à la formation de la main-d'œuvre.

Des reculs importants

Selon l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), ces reculs se manifestent non seulement dans l'action, mais aussi dans la rhétorique : ainsi, l'expression Éducation des adultes n'est plus utilisée; on ne parle plus que d'apprentissage tout au long de la vie. Au Québec, ces reculs se concrétisent dans un engrenage dévastateur pour l'ÉDA. Les domaines pris en compte en ÉDA dans les politiques gouvernementales sont de plus en plus restreints et le gouvernement y limite sa responsabilité à l'alphabétisation et à la formation de la main-d'œuvre. Et même ces secteurs font l'objet de compressions budgétaires, alors les objectifs poursuivis sont eux aussi réduits à l'employabilité des personnes.

Situation au Brésil

Au Brésil, c'est l'ensemble du système éducatif qu'il a fallu améliorer pour en faire une institution officielle publique de qualité et valorisée. Or, malgré de grands progrès en éducation primaire et aux ordres supérieurs, on compte encore 13 millions d'analphabètes (8,3%) et 28 millions d'analphabètes fonctionnels (17,8%). De bons programmes ont été mis en place, mais leur implantation aurait été désastreuse : sur un bassin potentiel de 40 millions de personnes, ces programmes n'en rejoignent que 7,5 millions. Les mesures d'austérité et les coupes en éducation ont tôt fait d'endiguer l'effervescent mouvement d'émancipation des groupes populaires des années 1980. Devant le paradoxe d'un gouvernement progressiste qui réduit les services, les mouvements sociaux n'ont pas osé trop le critiquer, de peur de le fragiliser.

Il n'y a donc pas eu de suivi des différentes interventions en éducation : qualité des classes, formation des profs, infrastructures, normes de qualité. On a négligé de valoriser les politiques éducatives (dans les prisons, où il y a beaucoup de jeunes sans formation de base, même une réduction de peine pour suivre une formation offerte en prison n'attire pas de candidats). Les mouvements sociaux croient maintenant urgent de faire des bilans et de mettre en place les changements nécessaires pour parvenir à éduquer davantage de monde.

Des revendications en matière de formation continue et d'éducation populaire

À l'automne 2015, lors de sa Conférence générale, l'UNESCO a adopté un nouveau cadre international en éducation des adultes, insistant sur la lutte à l'exclusion et aux inégalités sociales pour élargir les conditions de réalisation du droit à l'éducation des adultes. Le Canada et le Québec en sont partie prenante.

Il faut donc continuer à réclamer des gouvernements qu'ils assument leurs responsabilités dans le cadre de l'ÉDA. Il serait peut-être bien aussi de rappeler aux mouvements sociaux qui ont parfois un peu perdu de vue l'importance de l'ÉDA dans sa définition inclusive d'y revenir.

L'éducation en situation de conflit

L'éducation en situation de conflit est de toute évidence un sujet incontournable dans le cadre d'un FSM. Ce thème a été abordé par trois intervenantes et intervenants, soit Asrar Al-Shimir, réfugiée irakienne au Québec, Franck Georges Wilbert, militant syndical du milieu enseignant en Haïti et Refaat Sabbah¹⁰, militant palestinien dans le milieu de l'éducation dans les pays arabes. Malgré une diminution des conflits armés dans le monde depuis une vingtaine d'années, ceux-ci persistent. Ils ne sont plus des guerres inter-États, mais plutôt des conflits entre individus ou groupes au sein d'un même État comme on en retrouve dans plusieurs pays arabes, notamment en Palestine,



au Yémen, en Iraq, au Bahreïn et en Syrie. De plus, on retrouve des problèmes semblables dans d'autres zones affectées par des conflits internes comme à Haïti.

L'accès à une éducation gratuite, humaniste et de qualité constitue alors un moyen d'avancer vers un développement humain qui renforce les capacités personnelles et collectives de mieux vivre ensemble, surtout lorsque cette éducation est promue par les citoyennes et les citoyens eux-mêmes ainsi que par différents acteurs sociaux. La question de la sécurité est également incontournable, car sans sécurité, le développement humain est compromis. La recherche d'une paix durable est donc essentielle.

D'Aristote à Kant, cette question de la paix durable est au cœur des réflexions philosophiques. Un des moyens d'y arriver est sans aucun doute de renforcer un système d'éducation accessible pour toutes et tous. Par ailleurs, on ne peut passer sous

silence la question de l'investissement adéquat en éducation dans ces pays en guerre, alors que les dépenses militaires rongent une partie considérable des budgets gouver-



nementaux en laissant très peu de ressources pour l'école. Également, une démocratie plus participative en temps de conflit ou de situation politique et sociale trouble favoriserait l'élaboration de politiques publiques plus justes et équitables susceptibles d'atténuer ou de réduire les tensions.

Les divers exemples donnés par les intervenantes et les intervenants démontrent clairement que les établissements scolaires ainsi que les personnes apprenantes et les enseignantes et enseignants dans les zones conflictuelles et instables sont trop souvent la cible des divers groupes en guerre. Ceux-ci, sachant la force de l'éducation comme moteur de développement humain, prennent en otage l'éducation des jeunes par les attaques physiques des lieux d'enseignement, par l'utilisation des établissements comme base militaire, ou encore par les assauts dirigés sur les élèves et les personnels oeuvrant dans ces écoles, réduisant ces lieux en «écoles militaires». La présentation de Refaat Sabbah¹¹ se nommait à juste titre *Education under attack*¹².

Il reste primordial que l'école doit demeurer vivante malgré les obstacles titanesques qui se dressent devant elle, car elle instaure une routine salvatrice pour plusieurs et redonne espoir de la paix durable aux jeunes qui seront les citoyennes et les citoyens de demain.

10 M. Sabbah s'est joint à l'atelier par Skype, car le gouvernement canadien n'avait pas voulu lui délivrer son visa. Pourtant, quelques semaines plus tard, il était à New York, à une assemblée générale de l'ONU dans le cadre de la commémoration du 50^e anniversaire de la recommandation historique OIT/UNESCO sur la condition du personnel enseignant. M. Sabbah est également du Teacher Creativity Center (TCC), un organisme partenaire de la FNEEQ depuis plusieurs années.

11 Présentation de la coalition *Arab Campaign for Education for All*, www.arabcampaignforeducation.org/ (consulté le 8 octobre 2016).

12 *L'éducation attaquée*, traduction libre.

Fiscalité, libre-échange et multinationales: menaces contre la planète et l'éducation

Nous le savons, le sort de l'éducation est directement lié à son financement. Or ce financement dépend de décisions politiques et économiques qui semblent parfois éloignées de nous, mais dont les impacts demeurent pourtant réels. Au Forum social mondial, il a été répété à maintes reprises qu'une éducation de qualité doit se faire dans un contexte d'équité fiscale et en l'excluant des accords de libre-échange.

Dans l'assemblée de convergence *Désarmer la finance et obtenir la justice fiscale*¹³, les participantes et les participants ont discuté d'une ambitieuse déclaration. Sa version finale sera bientôt adoptée par les organisations qui y ont contribué, principalement les réseaux Global Alliance for Tax Justice et Attac, avec un bon appui du mouvement syndical. Ce document souligne la nécessité de prendre l'engagement «hautement prioritaire» de consacrer les revenus fiscaux aux besoins essentiels et aux services publics, dont l'éducation.

Pour y arriver, il faut, en outre, hausser les revenus par une fiscalité plus progressive, mettre en place une taxe sur les transactions financières et combattre les paradis fiscaux. Pour renforcer la lutte contre ces derniers, **une journée mondiale d'actions aura lieu tous les ans le 3 avril** — cette date étant choisie pour commémorer la publication des Panama Papers sur le scandale d'évasion fiscale.

Une fiscalité plus équitable ne peut pas se faire sans un contrôle de la finance dont le pouvoir est tellement grand qu'il en vient à organiser l'agenda des gouvernements. Les banques sont ciblées dans la déclaration, entre autres pour leur contribution aux fuites fiscales.

D'une façon plus générale, les multinationales sont dénoncées pour les nombreux privilèges dont elles profitent, sur le plan légal et fiscal.

Ces mêmes multinationales ont aussi été remises en cause dans l'espace *Sortir du libre-échange et de l'extractivisme pour en finir avec le pouvoir des multinationales*. Les organisations qui y participaient tissaient des liens audacieux entre l'exploitation des énergies fossiles et des mines, la détérioration de l'environnement, l'action des multinationales pour réduire la portée de la démocratie, tout cela étant légitimé en grande partie par les accords de libre-échange. On y dénonçait un système tentaculaire, nocif aussi pour la qualité des emplois, détruisant le mode de vie des Autochtones, et donnant un pouvoir gigantesque aux lobbyistes des multinationales.

Au Québec, la lutte contre le projet d'oléoduc Énergie Est constitue l'une des plus centrales et doit rassembler une large opposition: non seulement ce pipeline est un danger immédiat qui menace notre écosystème et notre eau potable, mais il nous rappelle aussi cette nécessité de laisser 80% des énergies fossiles sous la terre, selon ce que propose avec insistance le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Pendant l'assemblée de convergence reliée à ces questions, *Les peuples et la planète avant le profit*, de nombreux témoignages ont été entendus, décrivant principalement les conséquences désastreuses de l'exploitation dérèglementée des ressources naturelles auprès des populations du sud et du nord.



L'éducation n'a cependant pas été oubliée. Selon les participantes et les participants, il faut l'exclure des accords de libre-échange. Cette exclusion doit aller beaucoup plus loin que ce que propose le Canada, soit le seul retrait de l'éducation publique¹⁴, ce qui laisse place à beaucoup de flous et ne protège pas ce secteur de façon efficace. Une exclusion générale mettrait davantage l'éducation à l'abri d'une marchandisation qui cherche à prospérer en grande partie par son internationalisation.

Il est donc important de constater que l'éducation a été un sujet souvent abordé en dehors de l'espace qui lui était spécifiquement consacré, et que les préoccupations des intervenantes et des intervenants correspondaient tout à fait à celles des enseignantes et des enseignants. Il est difficile de savoir quels seront les résultats de ces nombreuses intentions. Les idées avancées ne sont pas nouvelles, mais elles nécessitent constamment d'être relancées. Les difficultés de notre système, notamment dans sa capacité d'offrir une éducation de haut niveau pour toutes et tous, en sont un flagrant exemple.

Au FSM, dans les deux espaces mentionnés ici, les débats ont été vifs et le plus souvent orientés en fonction de formuler des demandes précises et d'organiser des actions concrètes. Il faut maintenant souhaiter que d'autres militantes et militants prennent le relai de façon à ce que ces programmes ambitieux puissent se réaliser.

13 Déclaration : http://www.globaltaxjustice.org/sites/default/files/FR_WSF-FSM2016_DECLARATION-Disarm_finance_%26_achieve_tax_justice.pdf (consulté le 8 octobre 2016).

14 Lire à ce sujet la Chronique 71 du comité école et société, *Pourquoi s'opposer à la ratification du Partenariat Transpacifique ?*, <http://fneeq.qc.ca/fr/publications/pourquoi-sopposer-a-la-ratification-du-partenariat-transpacifique/> (consulté le 8 octobre 2016).

La persévérance scolaire des filles et des garçons

Persévérer dans l'égalité



Le décrochage scolaire est un problème social dont les conséquences sont graves, tant pour la société que pour les personnes qui en sont victimes. Multifactoriel, il est loin d'avoir des causes exclusivement scolaires. Toutefois, la grande majorité des études identifie la situation socio-économique de la famille comme l'une de ses principales causes.

Or, même dans ce cadre, la recherche de solutions a pris certains biais, depuis que l'on a constaté que, de façon générale, les filles réussissent mieux à l'école que les garçons. L'alerte a donc été lancée : les garçons décrochent plus que les filles! Dans cette foulée, plusieurs écoles ont ainsi mis sur pied des approches différentes pour favoriser les garçons.

Ce type d'approche a cependant le désavantage d'occulter le fait que non seulement le décrochage scolaire existe aussi chez les filles, mais qu'il a chez elles des conséquences plus graves : les emplois précaires, les salaires moindres, la pauvreté et l'exclusion affectent davantage les femmes. Le raccrochage scolaire est aussi beaucoup plus difficile chez les filles que chez les garçons. Les grossesses chez les adolescentes, ainsi que la monoparentalité et la pauvreté qui s'ensuivent empêchent souvent les jeunes filles d'envisager un retour éventuel à l'école.

Il appert maintenant beaucoup plus prometteur de fonder la lutte au décrochage scolaire sur la recherche de l'égalité pour les garçons et les filles et de mettre sur pied des projets qui valorisent la réussite éducative des filles comme des garçons, en utilisant une approche adaptée à leurs différentes réalités sociales.

Prendre en compte l'égalité entre les hommes et les femmes

Le projet *Persévérer dans l'égalité* offre un excellent moyen de sensibilisation et d'action dans la lutte au décrochage scolaire. L'atelier visait à en faire la présentation. Porté par deux instances régionales de concertation en persévérance scolaire¹⁵, le projet a été réalisé en partenariat avec la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Il a permis de faire avancer la recherche sur la réussite des filles et des garçons à partir d'une approche adaptée à leurs différentes réalités sociales. Cette recherche a aussi mené à la création d'un guide qui permet de mieux comprendre le phénomène du décrochage scolaire filles-garçons tout en offrant des outils pour mieux intervenir en prenant en compte l'égalité entre les hommes et les femmes.

Si on cesse d'opposer l'échec des garçons à la réussite des filles et que l'on vise plutôt l'égalité entre les hommes et les femmes, on peut faire une lecture nouvelle des statistiques et parfois même y trouver des choses surprenantes. Nous savons par exemple que les filles réussissent mieux que les garçons. Mais, si on examine ces statistiques sur une longue période, on constate que le taux de décrochage a diminué plus vite chez les garçons que les filles. Au Québec, entre 1999-2000 et 2012-2013, le taux de décrochage est passé de 27,9% à 18,8% chez les garçons, mais de 16% à 11,9% chez les filles. En ventilant les statistiques, on découvre aussi que les garçons de milieux favorisés décrochent moins que les filles de milieux défavorisés.

En se dotant d'approches adaptées à différentes réalités sociales des garçons et des filles, on pourra mieux identifier les causes du décrochage scolaire et intervenir de façon plus appropriée. Par exemple, les élèves qui adhèrent davantage aux stéréotypes sexuels seraient plus à risque de décrocher. Et si les stéréotypes sexuels semblent actuellement nuire davantage aux garçons qu'aux filles, c'est possiblement en raison du rôle social limitatif offert aux filles selon ces stéréotypes. Il faut donc travailler à prévenir la formation et l'intériorisation des stéréotypes sexuels, tout en faisant la promotion de rapports sociaux égalitaires. Il importe aussi de faire connaître les conséquences sociales du décrochage scolaire tout à la fois chez les filles que chez les garçons. Il apparaît aussi nécessaire d'offrir des mesures qui facilitent le retour aux études et ces mesures concerneront vraisemblablement plus souvent les filles.

Il ne faut pas pour autant oublier d'agir sur les facteurs structurants des inégalités sociales. Les difficultés de l'école publique, grandement accentuées par les compressions budgétaires du gouvernement, doivent continuer de mobiliser la population. Les écoles privées et les projets spéciaux dans les commissions scolaires drainent de plus en plus d'élèves sélectionnés, alors que l'école publique, particulièrement en milieu défavorisé, s'occupe de tous les autres, la plupart du temps avec moins de moyens. Ce sont les personnes les plus vulnérables qui se voient privées des services qui seraient nécessaires à leur réussite scolaire.

Les luttes pour le droit à l'éducation pour toutes et tous doivent dès lors être associées à nos luttes contre la pauvreté et les inégalités sociales.

15 Réseau Réussite Montréal et Complice-Persévérance scolaire Gaspésie-Les Îles.

Précarisé-es de tous les pays, unissons-nous !

Pour une internationalisation des luttes en éducation et ailleurs

Les rencontres et échanges réalisés dans le cadre de l'Espace éducation du FSM ont mis en évidence l'ampleur planétaire de la « quatrième révolution »¹⁶ néolibérale, cette nouvelle offensive contre les États sociaux issus du keynésianisme d'après-guerre et de luttes sociales historiques. L'Espace éducation a également permis de mettre en commun nos expériences de lutte et de résistance, puisant inspiration et solidarité d'un bout à l'autre de notre planète.

Dans une perspective globale, l'actuel projet austéritaire du gouvernement libéral actuel se présente comme un jalon de plus dans l'avancée de la contre-révolution néolibérale visant en principe à « accroître l'efficacité de l'État », mais au prix de la transformation en marchandises des droits sociaux accessibles universellement. Comme le disait le syndicaliste mexicain¹⁷, Arturo Ramos, lors de l'atelier sur les *Luttes syndicales en éducation*¹⁸:

Nous subissons tous [et toutes] les mêmes problèmes de coupes budgétaires, de baisses salariales, de précarisation, de marchandisation et d'instrumentalisation de l'éducation pour la subordonner aux intérêts des entreprises. Sans doute qu'au Mexique nous le subissons de manière plus violente qu'ici, mais la privatisation des établissements d'enseignement, la division syndicale entre professeurs [et professeuses] et chargés [et chargées] de cours ou la modification des programmes pour qu'il y ait toujours davantage de formation technique de la main-d'œuvre et de moins en moins de culture et d'éducation générale et citoyenne, ce sont des problèmes qui nous affectent tous [et toutes] partout dans le monde.

Avec beaucoup de nuances locales, les autres interventions de cet atelier montraient différentes déclinaisons d'une résistance mondiale à l'assaut néolibéral contre l'éducation et les droits sociaux en général.

Franck Wilbert Georges, coordonnateur de l'Union nationale des normaliens/normaliennes et éducateurs/trices d'Haïti (UNNOEH), insistait sur les dangers communs de la privatisation et la marchandisation de l'éducation ainsi que de la répression et la criminalisation des syndicats, étant donné leur rôle critique et combattif contre ce modèle qui pervertit le rôle de l'enseignement en réduisant les élèves à des futurs travailleurs. « Il ne s'agit pas d'une lutte corporatiste, mais d'une question sociale et citoyenne ».

De même, Stéphane Enjalran, secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires, Sud éducation, lie directement les luttes syndicales en éducation (contre les réformes des lycées, des collèges et du statut des enseignantes et des enseignants, notamment) aux luttes contre la Loi travail qui ont secoué la France pendant toute l'année 2016. En effet, bien que la Loi travail – assouplissant de nombreuses protections prévues au Code du travail français – ne concerne

que les employé-es du secteur privé, l'ensemble de ces réformes tendent à précariser les relations de travail et servent de précédents à des régressions dans les deux secteurs.

Dans un exemple spectaculaire de convergence des luttes, Natasha Carlsen, de la CTU (Chicago Teachers Union), relate comment, face à la destruction du système public d'éducation par une série de réformes néolibérales et antisyndicales, la base plus combattive de la CTU fonde les CORE (Caucus of Rank and File Educators), des groupes de militantes et de militants qui, depuis 2010, s'organisent au sein du syndicat pour mener des actions plus politiques et radicales que celles promues par celui-ci. Investissant l'espace public avec des marches, des actions directes au sein des assemblées municipales ou des conseils scolaires, les CORE sont parvenus à impliquer l'ensemble de la communauté (parents, étudiantes et étudiants, organisations populaires, etc.) dans leur lutte pour la défense de l'éducation en dénonçant les conséquences néfastes des politiques austéritaires pour toute la société¹⁹.

L'atelier a également été marqué par le témoignage d'une représentante et d'un représentant du syndicat turc de

16 Micklethwait, John, et Adrian Wooldridge, *The fourth revolution: The global race to reinvent the state*. Penguin, 2015.

17 Représentant le STAUACH (Syndicat des travailleurs académiques de l'Université autonome Chapingo) et la CELA-COCAL (Coalition pour l'équité dans le travail académique : *Coalición por la Equidad Laboral en la Academia / Coalition of Contingent Academic Labor*).

18 Pour plus de détails sur cet atelier, voir le résumé des interventions publié par l'Espace éducation : <https://www.facebook.com/notes/espace-%C3%A9ducation-fsm-2016/portrait-des-luttes-syndicales-en-%C3%A9ducation-lutte-commune-contre-la-marchandisat/1748536008733115>.



États généraux de l'enseignement supérieur

l'éducation, Egitim Sen (Kesk), qui ont dénoncé la violence de la répression qui s'est abattue contre la société civile et, plus spécifiquement, contre les intellectuelles et les intellectuels, les journalistes, les universitaires et les enseignantes et les enseignants, après le putsch avorté contre le gouvernement Erdogan, en juillet dernier. Le témoignage insistait sur la persécution vécue par le milieu de l'enseignement, étant donné la conscience critique transmise par l'éducation.

Marchandisée, standardisée, instrumentalisée, l'éducation publique se voit ainsi précarisée, tout comme ses enseignantes et ses enseignants qui, dans leurs luttes pour préserver leur vocation autant que leurs conditions de vie, se voient également criminalisés. Cette convergence des assauts du capitalisme contre les droits sociaux appelle la convergence internationale des luttes pour une éducation publique et de qualité, au service des principes humanistes et critiques qui devraient guider non seulement le savoir et l'enseignement, mais la citoyenneté et la société dans son ensemble.

Il existe au Québec une volonté de tenir un grand rassemblement qui enverra un message fort au gouvernement sur ce que souhaitent les membres de la communauté de l'enseignement supérieur, et plus spécifiquement sur leur vision de ce que devraient être nos collèges et nos universités. Un atelier a été planifié pour rassembler le milieu de l'éducation et faire avancer un projet d'États généraux de l'enseignement supérieur (ÉGES).

Jean Murdock, secrétaire général de la FNEEQ, a fait une brève mise en contexte rappelant, notamment, que ce «mandat» remonte à l'année 2013 et qu'il s'inscrit dans les suites du Sommet sur l'enseignement supérieur (2013) organisé par le parti québécois. Boycotté par l'ASSÉ, et laissant plusieurs organisations sur leur faim, le Sommet a accouché de 5 grands chantiers qui, pour l'essentiel, n'ont pas repris les grandes revendications de 2012. Jean Murdock est revenu sur le calendrier de la FNEEQ *En route vers les ÉGES*, en soulignant la participation de Nico Hirtt et d'Yves Gingras à la Soirée de l'enseignement supérieur ainsi qu'en mentionnant le succès du Forum sur les enseignantes et les enseignants universitaires contractuels²⁰. Depuis lors, la FNEEQ maintient l'enseignement supérieur dans l'actualité et, avec de nombreux partenaires, participe aux discussions pour organiser les ÉGES.

D'entrée de jeu, l'atelier a permis de constater la difficulté de concilier tous les objectifs des ÉGES : par exemple, faire que les syndicats en enseignement supérieur soient prêts à intervenir d'une seule voix aux élections 2018, sans que cela ne se rapproche d'une démarche d'appareil. On a souligné le besoin de temps pour organiser un événement significatif, et pour mobiliser les citoyennes et les citoyens et les communautés.

La démarche exige que les syndicats de l'enseignement supérieur se concertent tout en reconnaissant la diversité des luttes et des pratiques militantes. Certains ont souligné l'importance de «démontraliser» les discussions. Il faut aussi chercher des alliés dans le mouvement social (la Fédération de femmes du Québec, la Ligue des droits et libertés, etc.).

Parmi les enjeux à aborder pendant les ÉGES, ont été mentionnés l'influence des ordres professionnels sur les programmes, le lien éducation-travail, le contrôle de l'éducation par les peuples et les communautés, l'opposition au management néolibéral, la formation continue créditée et non créditée (est-ce le rôle de l'université de faire de la formation non créditée ?), la mobilité étudiante, la nécessité de ressouder la communauté cégeps-universités, la proportion des femmes parmi la population étudiante, la recherche, les structures et ses mécanismes de financement, la gratuité scolaire. Un menu vaste et stimulant !

19 Pour plus de détails, voir <https://www.ababord.org/Comment-organiser-la-gauche> (consulté le 8 octobre 2016).

20 <http://fneeq.qc.ca/fr/forum-enseignantes-universitaires-contractuels-197/>.



Les ÉGES doivent se dérouler à un moment approprié. L'horizon du printemps 2017 a été préalablement convenu par le collectif. Mais s'agit-il d'une étape ou d'un point de départ? Que peut-on faire d'ici cette échéance? Certains ont proposé des actions intersyndicales avant 2017. D'autres préfèrent tenir une autre réunion du collectif pour valider des orientations générales, puis de tenir les ÉGES proprement dits un an plus tard, à la veille des élections provinciales. Certains, enfin, ont affirmé que l'important n'était pas le résultat, mais le processus, s'il permettait de coaliser les acteurs et rapprocher les luttes. Un principe fait consensus: il faut agir en toute transparence par-delà nos différences.

Des intervenantes et les intervenants ont fait un lien entre états généraux et l'expérience d'événements féministes de même nature. Comme l'a soutenu la militante Alexa Conradi lors de sa participation à la Soirée sur l'enseignement supérieur au printemps 2015 au Bain Mathieu, un des éléments les plus importants d'une démarche d'états généraux devrait être de faire naître de nouvelles idées. Les surprises suscitent une adhésion et un sentiment d'appartenance, elles permettent un certain renouvellement du discours. En ce sens, l'objectif des ÉGES ne devrait pas être seulement de converger, mais aussi de diverger.

Les différentes organisations syndicales ont affiché diverses positions sur les liens que les ÉGES devraient avoir le gouvernement. Pour certaines, l'objectif devrait être de le convaincre de certaines revendications. Selon elles, les partis politiques devraient être présents. Leurs représentantes et leurs représentants pourraient alors mieux connaître nos préoccupations, voire même en retenir quelques-unes dans leurs plateformes en éducation. D'autres soutiennent au contraire que les ÉGES devraient permettre une discussion entre acteurs progressistes, pour ensuite mieux orienter les représentations auprès des partis politiques. Il faut, selon ces dernières, se rendre visibles par un discours fort et consolidé, devenir un interlocuteur incontournable pour le gouvernement.

Selon des intervenantes et des intervenants, il ne servirait à rien que les ÉGES produisent un nouveau manifeste sur l'éducation supérieure, comme celui de 2010²¹, inspirant, mais inefficace. Il faut aussi éviter une activité d'appareil qui n'inspirerait pas les membres des syndicats. Il faudrait plutôt construire un espace politique permettant aux militantes et aux militants, aux citoyennes et aux citoyens d'être stimulés par des actions concrètes et des propositions qui entraînent de véritables changements.

Au sortir du Forum social mondial, après des mois de travail en collectif pour préparer l'Espace éducation, notre prochain défi est de concrétiser les ÉGES et d'en faire un réel levier politique. Serez-vous au rendez-vous?

21 <http://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/fr/2010-11-25-Manifeste-long-FINAL-1.pdf>.

DROIT À L'ÉDUCATION

L'assemblée de convergence sur le droit à l'éducation visait à réunir les collectifs, les associations, les syndicats, les citoyennes et les citoyens qui s'intéressent à la défense d'une vision humaniste de l'éducation accessible à toutes et à tous, à l'heure où la globalisation des marchés et de la soumission des gouvernements aux diktats de la finance menacent de plus en plus le droit fondamental à l'éducation.

Elle s'adressait à celles et à ceux qui revendiquent des conditions d'apprentissage de qualité et de meilleures conditions d'enseignement, qui s'inquiètent des attaques aux libertés académiques et d'expression du personnel enseignant, des chercheuses et des chercheurs et des étudiantes et des étudiants, qui dénoncent les divers visages de la privatisation, de la marchandisation et de la clientélisation des systèmes d'éducation.

Cette assemblée visait enfin à donner un espace de délibération et de discussion sur les stratégies à adopter face aux dangers qui menacent ce droit fondamental et pour promouvoir un système d'éducation ouvert, émancipateur et exempt de discrimination et d'injustice.

Il faut en retenir la dénonciation de politiques d'austérité navrantes, mais aussi la formulation de solutions, dans un plan d'action solide, qui permet de tisser une courtepointe des possibles en matière de droit à l'éducation, en renforçant son accessibilité.





Facteurs qui entravent le droit à l'éducation

- politiques d'austérité qui restreignent les services et l'accessibilité géographique et financière à l'éducation (scolaire et extrascolaire);
- pression des entreprises et des gouvernements pour soumettre l'éducation aux besoins des entreprises;
- tarification de l'éducation;
- appauvrissement des curriculums;
- marchandisation et commercialisation de l'éducation et des savoirs;
- standardisation des contenus et des modes d'enseignement et des processus néolibéraux d'évaluation internationaux (ex. PISA) qui mènent à la marchandisation de l'éducation;
- l'obscurantisme et la dévalorisation des savoirs scientifiques;
- persistance des stéréotypes et discrimination fondée sur le genre;
- principe de l'excellence comme facteur d'exclusion
- Performance, concurrence et individualisme;
- dévalorisation de l'école et la profession enseignante;
- injustice fiscale

Ceci s'explique par :

- le désengagement des États dans le financement de l'éducation;
- la diminution des revenus de l'État de l'évasion fiscale;
- la multiplication des accords de libre-échange;
- la diminution des aides sociales et des budgets de lutte à la pauvreté;
- l'aide publique au développement qui va peu en éducation et souvent en appui au secteur privé;
- la commercialisation de l'éducation;
- les mouvements et idéologies néolibéraux et austéritaires;
- négligence des enjeux liés à l'éducation de base et de l'apprentissage tout au long de la (notamment l'alphabétisation et éducation des adultes);
- le retrait progressif du financement par l'État de l'éducation / absence de financement adéquat;
- la philantocratie et colonisation des savoirs;
- la précarisation générale de la profession enseignante;
- la détérioration des liens entre enseignement supérieur et recherche;
- la marchandisation du savoir et de la formation;
- l'emprunt au privé des modèles de gestion;
- les revendications d'assouplissements des structures et des règles administratives;
- la guerre (militarisation) et l'instabilité politique et le terrorisme (entrave au droit à l'éducation : ex. Boko Haram).

Enjeux incontournables et actions importantes

Thème large 1 : Accessibilité, équité, gratuité et inclusion

- promouvoir la gratuité scolaire et l'accès universelle à l'éducation;
- défendre l'éducation publique;
- mobilisation des ressources nationales pour un financement adéquat de l'éducation publique par une fiscalité juste et transparente;
- réaffirmer le droit à une formation initiale et du perfectionnement et formation continue pour toutes et tous les enseignant-es;
- défendre la diversité et des identités culturelles, sociales, et religieuses;
- promouvoir l'accroissement de l'imposition des entreprises;
- reconnaître le droit de migrants à l'éducation;
- défendre une école plus inclusive à tous les ordres d'enseignement;
- renforcer la lutte au décrochage scolaire des jeunes filles;
- combattre la sous-scolarisation des jeunes filles (en éduquant à la sexualité notamment);
- s'attaquer à la violence basée sur le genre en milieu scolaire pour promouvoir l'accès et le maintien de toutes et tous les étudiant-es à l'éducation;
- mieux encadrer les filles lors du retour à l'école;
- s'attaquer aux stéréotypes de genre toujours présents dans les salles de classes et dans la société en général;
- former les enseignant-es pour contrer les stéréotypes de genre;
- concevoir l'école comme service public et une responsabilité collective;
- identifier et dénoncer les différents visages de la privatisation de l'éducation;
- développer l'éducation populaire dans son milieu comme pédagogie et pratique d'émancipation sociale;
- former des enseignant-es autochtones et revoir nos curriculums en lien avec l'histoire et les réalités autochtones;
- inclusion sociale comme voie d'entrée, augmentation des étudiant-es en situation de handicap invisible, assouplissement des structures;
- former les professeur-es sur la pédagogie de différenciation, définir mieux intégration vs inclusion;
- travailler avec les syndicats pour démystifier l'inclusion auprès des professeurs;
- créer des lieux pour soutenir les étudiant-es autochtones dans les institutions post-secondaire;
- stopper les dérives de l'éducation : éducation axée vers l'emploi seulement;
- diminuer le fardeau financier pour les étudiants-salaire minimum (salaire des étudiant-es).

Thème large 2 : Mobilisation, alliance, solidarité et diversité

- renforcer ou créer les plates-formes et des alliances pour augmenter le rapport de force et coordonner nos efforts aux échelles locale, nationale et internationale;
- développer la solidarité interne et intersyndicale;
- renforcer le travail intersyndical et international visant à définir des cibles et des actions communes (reconstruire le sens de la communauté et du collectif);
- soutenir et encourager la présence et la participation des gens du Sud au FSM et aux instances internationales;
- clarifier les rôles des actions dans l'éducation des enfants: école, famille, mouvements d'éducation de jeunesse, société;
- dénoncer la criminalisation de l'action collective;
- promouvoir l'éducation critique aux médias et faire la promotion des médias libres;
- dénoncer d'une même voix les pays qui s'attaquent à l'école, à la liberté d'expression, à la liberté académique pour des raisons religieuses ou politiques (ex. la Turquie, Haïti, et autres).

Thème large 3 : Se réappropriier les enjeux en éducation par une intensification de l'échange d'information, de partage des stratégies et se coordonner pour créer une plus grande mobilisation sociale autour de l'éducation

- se mobiliser et se joindre au mouvement de contestation de traité de libre-échange pour s'assurer d'en exclure l'éducation et les services publics en général;
- développer des plates-formes pour s'organiser et agir dans un même sens;
- demander des comptes aux gouvernements sur leurs engagements en matière d'aide internationale et d'éducation publique de qualité;
- diffuser largement l'information sur les stratégies gagnantes;

- débattre de la mise en place d'un fonds mondial public pour financer l'éducation de qualité pour tous et toutes;
- accélérer le travail d'éducation à la solidarité en collaboration avec les gens du sud;
- créer un fonds mondial public pour financer la production du savoir et la recherche;
- sensibiliser les jeunes du nord aux réalités du sud;
- faire la promotion de nos luttes dans les médias;
- établir des priorités et un calendrier de travail;
- intensifier la coordination à l'échelle internationale des acteurs en éducation;
- promouvoir des projets humanistes égalitaires, émancipateurs et critiques de la société actuelle;
- renforcer ou créer des liens intergénérationnels dans les luttes en éducation;
- créer des instances de dialogue et d'échange entre les actions de l'éducation des jeunes: famille, école, mouvement de jeunes;
- participer aux instances qui regroupent les précaires en éducation;
- investir les structures locales de gestion des établissements scolaires;
- renforcer les liens intersyndicaux localement, nationalement et internationalement;
- s'attaquer à la gouvernance des institutions de l'enseignement supérieur (une collégialité qui assure une représentativité de l'ensemble de la société);
- renforcer les liens qu'entretient l'école avec la communauté (l'école fait partie de l'environnement social);
- réaffirmer notre volonté commune d'une lutte pour le droit à l'éducation pour toutes et tous;
- se réappropriier notre métier d'enseignant et s'inspirer de projets qui fonctionnent.

Plan d'action

1. au Nord, prendre part à la lutte du 15\$ (salaire minimum à 15\$) pour permettre entre autres aux étudiant-es une plus grande autonomie et une qualité de vie dans leur apprentissage;
2. organiser des États généraux de l'enseignement supérieur (au Québec) en invitant la société civile à y participer (exemple de thème: sensibiliser sur l'inclusion);
3. diffuser et reprendre le communiqué pour la paix en Colombie;
4. dénoncer les arrestations et les congédiements arbitraires en Turquie en demandant le retour à la démocratie;
5. participer à la journée mondiale contre la précarité du travail scientifique en enseignement le 15 décembre 2016;
6. recenser les fondations et les entreprises pour contrer la philanthropie dans la perspective de les exclure de l'éducation;
7. prendre part aux luttes globales contre la marchandisation de l'éducation le 15 octobre 2016 (calendrier des actions de ATTAC);
8. s'inscrire dans les grandes campagnes de protection des services publics et de luttes contre les politiques austéritaires;
9. demander aux gouvernements de rendre des comptes en matière d'aide internationale à l'éducation;
10. demander aux gouvernements d'élargir l'accessibilité aux étudiant-es en situation de handicap;
11. participer aux actions coordonnées contre les traités et les accords de libre-échange et revendiquer qu'on exclut le secteur de l'éducation;
12. boycotter les évaluations néo-libérales internationales dans le respect des contextes nationaux.

FORUM SOCIAL MONDIAL

UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE. ENSEMBLE IL DEVIENT POSSIBLE

9 au 14 août 2016 / ANOTHER WORLD IS NEEDED. TOGETHER, IT IS POSSIBLE! / 0

Montréal, FSM 12^e édition

